

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
Cité administrative
Bâtiment A
24016 Périgueux Cedex

Périgueux, le 27/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PERIGORD TABACS

24200 Sarlat-la-Canéda

Références : UbD24-47/0082/2026

Code AIOT : 0005200202

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2026 dans l'établissement PERIGORD TABACS implanté 24200 Sarlat-la-Canéda. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PERIGORD TABACS
- 24200 Sarlat-la-Canéda
- Code AIOT : 0005200202
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société coopérative PERIGORD TABAC a fait l'objet d'une télédéclaration sous le n°A-9-

WQLTIX1TR le 15/03/2019 pour des activités relevant des rubriques 1510, 1530 et 1532 de la nomenclature des ICPE.

Dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de la DREAL Nouvelle Aquitaine, un contrôle des installations a été effectué le 25 février 2026.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	cessation d'activité	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-66-1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que les installations déclarées en 2019 ne sont plus exploitées. La société Périgord Tabac a fait l'objet d'une fusion par absorption le 25/03/2024 par la coopérative Tabac Garonne Adour.

L'arrêt d'exploitation a été confirmé par Mme Roubin, Directrice de la société Tabac Garonne Adour.

Aucune déclaration suite à cette cessation d'activité définitive n'a été effectuée.

En conséquence, il revient à la coopérative Tabac Garonne Adour de procéder, sous un délai de 3 mois, à la déclaration de cessation suivant les dispositions des articles R.512-66-1 et suivant du Code de l'Environnement.

A défaut, il pourra être proposé à Madame la Préfète de mettre en demeure la coopérative de satisfaire aux dispositions méconnues.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-66-1
Thème(s) : Situation administrative, cessation d'activité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations un mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette notification et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique.</p> <p>II. - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations concernées, la mise en sécurité telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p> <p>III. - Lorsque la mise en sécurité est achevée, l'exploitant en informe par écrit le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, le ou les propriétaires des terrains concernés et l'inspection des installations</p>

classées pour la protection de l'environnement.

Si l'installation relève des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement définies à l'article R. 512-66-3, l'attestation prévue à l'article L. 512-12-1 est jointe à cette information. Cette attestation est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des site et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

IV. - L'exploitant procède à la réhabilitation des terrains des installations concernées de manière à ce qu'il permette un usage futur du site appartenant à la même catégorie de la typologie des usages prévue au I de l'article D. 556-1 A que la dernière période d'exploitation des installations. Lorsque la réhabilitation est achevée, l'exploitant en informe par écrit le préfet, le ou les propriétaires des terrains concernés ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.

Le silence gardé par le préfet pendant deux mois à compter de la réception de cette information vaut acceptation des conditions de la cessation d'activité, qui est alors réputée achevée au terme de ce délai.

Constats :

L'inspection a permis de constater que le site est exploité par la société VAUNAC pour une activité de serrurerie métallerie ne relevant pas, en l'absence de déclaration de la part de cette société de la nomenclature des ICPE.

L'établissement Périgord Tabac a fait l'objet d'une fusion par absorption le 25/06/2024 avec l'établissement Tabac Garonne Adour selon les éléments transmis par la directrice de cette coopérative.

Bien que le bâtiment ait été vendu en mars 2020 à la société Vaunac suivant les éléments transmis, la coopérative n'a pas signalé au préfet la cessation des activités ICPE relevant des rubriques 1510, 1530 et 1532 selon la déclaration initiale n°A-9-WQLTIX1TR du 15/03/2019.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'établissement Périgord tabacs ayant fusionné avec l'établissement Tabac Garonne Adour, il lui revient de procéder à la cessation d'activité du site de Sarlat.

Aussi, il est invité à notifier, sous 3 mois, la cessation de ses activités suivants l'article R 512-66-1 visé en référence.

Les installations mises à l'arrêt relevant des rubriques visées par l'article R 512-66-3 du code de l'environnement, l'information devra être accompagnée de l'attestation établie par une entreprise certifiée dans le domaine des site et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

La liste des entreprises certifiées est disponible sous <https://www.lne.fr/fr/service/certification/certification-reglementaire-sites-sols-pollues>.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois